



L'abandon d'une structure éducative ?

L'école professionnelle d'Alembert a été ouverte en 1882 par le Conseil général de la Seine sur le site d'une ancienne colonie pénitentiaire à Montévrain pour former aux métiers de l'imprimerie et de l'ébénisterie les jeunes Assistés du département. L'apprentissage, réservé aux titulaires du certificat d'études, dure alors quatre ans et l'école n'accueille que vingt élèves par niveau dans chaque section, livre ou métiers du bois.

Centre d'excellence rivalisant avec les plus réputés telles qu' Estienne pour les métiers de l'imprimerie, l'école d'Alembert a permis à de nombreux enfants de l'Assistance d'échapper au destin tout tracé d'employé agricole qui attendait la plupart. « Comme le directeur du CEG ne voulait pas de moi, on m'a envoyé à d'Alembert, ça a été la chance de ma vie » explique un convive de Lormes aujourd'hui à la retraite.

Les établissements prestigieux comme l'Imprimerie Nationale en ont recruté beaucoup. Nombreux sont ceux qui ont créé leur entreprise. Certains ont décroché le titre de Meilleur Ouvrier de France.

D'autres, conseillés par leurs professeurs, ont frappé à la porte du 94 boulevard Blanqui et ont fait carrière dans la presse.

Depuis longtemps l'école a changé, elle est aujourd'hui gérée par la DDASS et ne propose plus les mêmes formations. Les ateliers imprimerie et ébénisterie ont été remplacés...

Après avoir décidé de regrouper les activités des écoles d'Annet et d'Alembert sur le site de d'Alembert en un pôle unique à l'horizon 2017, ce projet est reporté, malgré les engagements de la Mairie de Paris.

Finalement l'annonce du report des travaux en 2021 du site d'Alembert, sa fermeture, la délocalisation des formations vers une plateforme d'insertion professionnelle en partenariat avec l'AFPA, A l'école les conditions de travail des agents et les conditions d'accueil des jeunes se dégradent et si la DASES et le Conseil de Paris se défendent de ne pas avoir décidé une fermeture il s'agit bien d'une cessation des activités sur le site d'Alembert, de l'abandon d'une structure éducative et de formation professionnelle pour des jeunes en difficulté (confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance et relevant de la Protection de l'Enfance) et de la remise en cause des statuts des personnels.

D'Alembert et le Livre CGT, une histoire commune



René Lepeu, Guy Theil et Julien Guérin

Mon premier contact avec l'école d'Alembert remonte à mai 68.

Dans cette période déjà mouvementée, j'apprends par les professeurs de l'école, Messieurs Gras et Aubert, qu'une manifestation s'est produite à l'intérieur de l'établissement, l'économiste a disparu et le budget de fonctionnement avec...

Les anciens de l'école se sont mobilisés pour faire face aux besoins* mais quelques élèves clicheurs en besoin de première nécessité se sont rendus au Prisunic de Lagny et y ont commis quelques chapardages. Ils sont retenus à la gendarmerie.

Les chambres froides vides ont provoqué la colère des élèves qui ont quelque peu chamboulé les dortoirs, certains couchages se sont retrouvés sur les pavés quelques mètres plus bas.

Après avoir rappelé aux gendarmes l'origine malheureuse de ces gamins, leur parcours et leur avenir compromis à un mois de leur CAP pour certains, la discussion s'engagea.

Le directeur du magasin, lui-même père de famille, retira sa plainte après un contact avec sa direction.

Finalement, les élèves seront libérés dans la journée. Malgré eux, ils avaient participé aux événements de cette période.

Ce fut le point de départ de la mise en place d'une collaboration plus étroite avec les professeurs et d'un meilleur suivi de l'école.

Début 1970, la modernisation commence à voir le jour dans la presse parisienne et surtout en clicherie où le plomb est condamné à disparaître; il faut donc s'adapter et recycler les clichieurs à la photo reproduction.

L'école Estienne nous offre une formation peu adaptée à notre profession, compte tenu que le créneau horaire retenu coïncide avec les heures de prise de service des quotidiens. Les acquis de 68 ont mis en place la formation continue. L'AGEFAFOP, l'organisme collecteur de la presse parisienne, créé à cet effet ouvre des perspectives.

J'interroge donc les professeurs de l'école d'Alembert pour savoir quelles seraient leurs possibilités et leurs disponibilités pour nous aider dans cette démarche de reconversion, demande à laquelle ils répondent favorablement.

Encore faut-il convaincre la partie administrative de l'École car elle vient d'apprendre que le secteur imprimerie de

d'Alembert est condamné à la fermeture, faute de moyens pour moderniser.

André Delord directeur technique de l'*Humanité* et membre du Syndicat de la presse parisienne a été nommé président de l'AGEFAFOP. Je l'interroge sur les moyens qui pourraient être attribués à notre projet et lui propose de demander aux entreprises de presse d'affecter une partie de la taxe d'apprentissage de leur entreprise vers l'école d'Alembert.

Bien entendu, cela satisfait la direction de l'école. Goddyn, directeur de France Soir et président du syndicat patronal accepte lui aussi. Suivront *le Monde*, *l'Humanité* et bien d'autres entreprises.

Après discussion avec le directeur de l'école d'Alembert, un très brave homme, il est convenu d'une réunion de la dernière chance avec l'administration.

Un déjeuner est organisé dans la salle à manger de l'école d'Alembert. Y participent le directeur de l'école, le sous-préfet de Seine et Marne, la direction de la Ville de Paris (qui est la responsable et la tutrice de l'école), les professeurs de l'établissement, Roger Bureau secrétaire du syndicat du livre, Raymond Hulot et moi-même.

Je présente donc notre plan à savoir l'investissement de la presse parisienne à travers la taxe d'apprentissage pour le matériel, puis une prise en charge par l'AGEFAFOP de la formation des ouvriers clicheurs de la presse parisienne.

Quant à nous, nous nous engageons à ce que tous les candidats au CAP de cette section qui seraient reçus à l'examen, trouvent immédiatement, si ils le désirent un poste en presse parisienne.

Nous vîmes tout de suite, à la réaction de l'assistance, que la cause semblait entendue.

Ce que fit savoir dans sa réponse la représentante de la Ville de Paris.

L'école était sauvée et notre formation trouvait toute sa place dans son enceinte.

Quelques temps après, une réception au sein de l'école nous permettait de remercier tous les participants qui étaient présents à savoir, le directeur de l'école, le président de la presse parisienne, Monsieur Goddyn, le représentant de la presse nationale, Monsieur Gaudy, ainsi que le directeur de cette même presse parisienne Monsieur Vaillard, et André Delord président de l'AGEFAFOP, et de nombreux représentants des entreprises de presse parisienne, les professeurs de l'école et j'en oublie.

Ce fut une belle réception qui scella une nouvelle fois notre démarche et notre amitié envers l'école.

Ce fut également l'occasion de présenter le premier livre de Roger Dédame « La Clicherie » (paraissant pour naturellement retracer son origine mais aussi pour entrevoir sa fin).

Il fut aidé dans cette réalisation par Roland Theil et Alain Melet.



Roger Bureau



Les années passant, la demande de formation devenait de plus en plus importante et les moyens de l'école et de l'accueil devenaient insuffisants.

Il fallut donc trouver un endroit adapté aux nouveaux besoins. A Chelles, un représentant et vendeur de matériel de photos reproduction et de photogravure détenait dans sa propriété un local qui correspondait à nos besoins.

Après négociation avec les propriétaires (très bonnes personnes en outre), l'accord fut réalisé : nous prenions le local ainsi que l'ensemble du matériel en exposition.

Les rotativistes nous suivirent dans cette démarche. Après le local technique nous réquisitionnions le garage de ces braves gens et les rotativistes s'y installèrent autour d'une machine à feuille offset.

Il me reste à rappeler qu'à Chelles, nos deux professeurs Messieurs, Gras et Aubert, nous avaient suivis pour assu-

rer en plus de leur vacation à d'Alembert la formation dont nous avions besoin. Ils furent aidés par les premiers formés, qui ont à leur tour aidé leurs camarades des différentes entreprises.

Là encore au fil du temps, l'endroit est devenu trop exigü, il fallait encore envisager de changer d'endroit. Roger Dédame était devenu entretemps directeur de l'AFPPI, notre organisme de formation et c'est Saint-Denis qui nous a accueillis, mais ceci est une autre histoire.

Dans les années 1980, faute de recrutement et au départ de nos professeurs Messieurs Gras et Aubert en retraite, le secteur imprimerie de l'école d'Alembert ferma ses portes, fin d'une belle histoire mais l'école a perduré dans d'autres domaines, d'autres études, vers d'autres horizons.

Aujourd'hui, cinquante années plus tard, l'école d'Alembert est menacée à nouveau. Pourtant, les besoins d'accueil pour les jeunes en situation précaire sont toujours aussi importants.

Alors devons-nous faire quelque chose, pouvons-nous le faire ? Y répondre favorablement et le tenter serait un gage de reconnaissance vis à vis de cette institution de formation qui a su dépanner notre profession lorsqu'elle en avait besoin. Il est urgent d'interpeller les décideurs sur le sort de cette école, que ce soit les mairies, les services sociaux ou l'Etat.

René Lepeu

NB :

Lors des événements de 68 à l'école d'Alembert, nous avions fait appel aux anciens de l'école. Ils ont répondu favorablement les camarades comme Pierre Houdier, Michel Forestier, Jean Daniel disparus aujourd'hui et avec bien d'autres à nos côtés

Un ancien de l'Ecole témoigne



L'école d'Alembert risque de fermer ses portes définitivement.

Pas terrible comme nouvelle je dirais même que ça met un p'tit coup au cœur.

Ben oui ! J'y ai passé quatre ans de ma vie pour apprendre à devenir

« clicheteur stéréotypeur galvanotypeur », métier aujourd'hui disparu comme tant d'autres.

J'y suis rentré en septembre 1964. A cette époque l'école formait aux métiers d'ébénisterie et du livre : typographie, clicherie, imprimerie et papeterie-reliure.

Pour ma part, ce sera donc la clicherie, plus par hasard que par choix, le prof. de l'imprimerie me trouvant trop chétif, je ne le regretterai pas.

En mai 1968 je passe l'épreuve du C.A.P. mais subis un échec ce qui me vaudra le « plaisir » de revenir à l'école le dernier trimestre 1969 et de réussir cette fois.

C'est à cette époque qu'un dénommé René Lepeu va

devenir secrétaire de la section clicheteurs. L'école Estienne était alors l'école de référence pour la formation aux métiers de notre profession. Personne ne « calculait » comme on dirait aujourd'hui, les mêmes de d'Alembert. C'est René, fidèle à l'humanisme qui n'a jamais été démenti par la suite, qui décida de travailler avec la direction de l'école pour donner des perspectives d'avenir à ces jeunes au passé souvent douloureux en leur trouvant du travail.

Après d'âpres négociations cela permit de faire entrer les jeunes de 18 ans C.A.P. en poche directement au labeur presse.

Je n'entrerai dans la presse quotidienne qu'en juillet 1971 après mon séjour sous les drapeaux. Je me suis ensuite formé au métier de photographe dans notre école, l'AFPPI, initiée également par notre section. Je suis parti en préretraite en 2006.

Petit message personnel : Merci René, car si j'ai pu rouler sur une dizaine de motos et avoir la retraite que j'ai aujourd'hui c'est en grande partie grâce à la section en général et à toi en particulier.

Que deviendra cette école ? Plusieurs idées ont été avancées mais !!!!

Voilà en quelques lignes mon tracé professionnel et s'il fallait recommencer, je referais le même chemin.

Non à la fermeture de d'Alembert !

Communiqué de presse



Une cérémonie du 11 novembre 2018 à l'école d'Alembert de Montevrain au goût amer.

Cette année, la cérémonie du 11 novembre au monument aux morts de l'école d'Alembert de Montevrain aura un parfum particulier. Ce n'est pas seulement parce qu'on y célébrera comme partout en France le centenaire de l'armistice, mais c'est surtout parce que, vraisemblablement, cette école fermera en juin 2019.

Ouvert au 19e Siècle pour accueillir les pupilles de la Nation, c'est aujourd'hui un centre éducatif et de formation professionnelle. C'est un établissement de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) financé et géré par la ville de Paris. 64 Mineurs Non Accompagnés (MNA) y sont accueillis et hébergés. Ils sont formés aux métiers de la logistique transports, de la restauration, de l'aide à domicile et obtiennent des qualifications.

Pendant et en dehors des cours, ces jeunes sont pris en charge par des éducateurs de la ville de Paris. Mais la situation ne cesse de se détériorer. De nombreux éducateurs ont déjà quitté le centre. Les nouveaux sont recrutés sur des contrats précaires de deux mois et ceux présents doivent augmenter drastiquement leur nombre d'heures pour faire face à la pénurie de personnel. On comprend aisément que dans de telles conditions, le recrutement est quasi impossible. En fait, la direction et la mairie de Paris jouent le pourrissement pour justifier la fermeture du centre et la vente des bâtiments. C'est un désinvestissement total de la ville de Paris sur un centre à 30 km de la capitale qui ne préoccupe pas les Parisiens ; seule la formation pourrait subsister sur un autre site à trouver, et on abandonnerait tout l'aspect éducatif de cette structure. Les MNA seraient alors externes et logés au mieux dans des logements sans encadrement éducatif et le plus souvent livrés à eux-mêmes et à l'errance.

Dans ces bâtiments du 19e Siècle, aucuns travaux n'ont été effectués depuis 30 ans. Certains, comme le gymnase, ont dû être fermés parce qu'ils étaient devenus insalubres. La Direction de l'Action Sociale de l'Enfance et de la Santé (DASES) avait laissé croire aux agents et aux syndicats pendant ces dernières années que des travaux de réhabilitation allaient être effectués. Des projets d'architecte avaient même été financés, présentés et budgétés en 2016. Mais le conseil de Paris a fait volte-face et projette maintenant de vendre et délocaliser l'école. La mise en place de la métropole du Grand Paris et la loi de nouvelle organisation territoriale de la République qui imposent aux collectivités d'optimiser leur fonctionnement et de faire des économies partout sont sans aucun doute les raisons de ce revirement. Nous sommes face à un choix de société qui prône l'individualisme et qui condamne les plus démunis. Et on ne peut pas trouver plus démunis que ces MNA... Incohérence totale avec le discours de la Mairie de Paris qui se veut protecteur des MNA et garant de la lutte contre l'exclusion.

Partout en France, l'ASE se désengage dans l'accueil des MNA, peut-être parce que ce sont des sans-voix. Ce qui n'est pas sans conséquence. Comment peut-on accepter de laisser à la rue des mineurs en détresse et sans famille, sans accompagnement ? Comment peut-on accepter de les laisser s'enfoncer dans la misère, les exposer à des risques de violence, de maltraitance, au risque de les pousser vers l'illégalité ?

C'est pourquoi un collectif* de citoyens, de représentants d'associations, de syndicats, de partis politiques soucieux de la situation et de ses conséquences invite à un large rassemblement le 11 novembre à 11 heures, pour la commémoration du centenaire de l'Armistice. C'est un lieu hautement symbolique puisqu'un monument y est érigé en mémoire des jeunes et des personnels de l'école d'Alembert morts pendant la 1ère guerre mondiale et parce que les bâtiments avaient accueilli un hôpital militaire pour les blessés arrivant du front pas très éloigné.

* La CGT est représentée dans le collectif de soutien à l'Ecole d'Alembert par l'ASE/CGT. Notre catégorie est partie prenante de l'association par l'intermédiaire de notre camarade Jean-Luc Lepeu. Un dossier «d'Alembert» est disponible sur notre site www.cgtpresse.com. Vous y trouverez des informations sur l'école et les communiqués que nous fera parvenir le collectif.

Signez la pétition sur : <https://www.change.org/p/anne-hidalgo-danger-de-fermeture-pour-le-centre-educatif-et-de-formation-professionnelle-d-alembert>



L'association des anciens élèves d'Alembert a remplacé, la Mutuelle des Anciens Elèves d'Alembert qui a été dissoute (code de la mutualité). L'association des anciens élèves d'Alembert a pour objet de favoriser, entretenir et, promouvoir l'esprit d'amitié et de solidarité. Elle a également pour but d'aider les jeunes sortant de l'école d'Alembert, membres de l'association, en facilitant leur insertion professionnelle et sociale dans le respect du travail et des personnes. Comme le veut nos traditions c'est autour d'une bonne table que se retrouvent en « famille », les anciens de l'école. En 2019, c'est à Saint-Fargeau, qu'ils fêteront la Cinquantième édition de ce banquet annuel.

Notre camarade Jean-Claude Cormier fut pendant de longues années l'un des responsables de la Mutuelle, il est encore aujourd'hui membre du conseil d'administration de l'association qui a, aujourd'hui, 112 ans d'existence et dont le siège historique était hébergé dans les locaux de l'école.